



**HAL**  
open science

# Entre guerre impérialiste et lutte armée. L'humanité dans la clandestinité de la Seconde Guerre mondiale

Serge Wolikow

► **To cite this version:**

Serge Wolikow. Entre guerre impérialiste et lutte armée. L'humanité dans la clandestinité de la Seconde Guerre mondiale. Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 2005, pp.51-62. halshs-00195646

**HAL Id: halshs-00195646**

<https://shs.hal.science/halshs-00195646v1>

Submitted on 14 Oct 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## Entre guerre impérialiste et lutte armée

L'Humanité dans la clandestinité de la Seconde Guerre mondiale

Serge Wolikow

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chrhc/1411>

DOI : 10.4000/chrhc.1411

ISSN : 2102-5916

### Éditeur

Association Paul Langevin

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2003

Pagination : 51-62

ISBN : 2-907452-21-5

ISSN : 1271-6669

Ce document vous est offert par Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



### Référence électronique

Serge Wolikow, « Entre guerre impérialiste et lutte armée », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 92 | 2003, mis en ligne le 01 juillet 2006, consulté le 14 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/chrhc/1411> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chrhc.1411>

---

Ce document a été généré automatiquement le 14 octobre 2021.



Les contenus des *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Entre guerre impérialiste et lutte armée

L'Humanité dans la clandestinité de la Seconde Guerre mondiale

Serge Wolikow

---

- 1 Cet article, consacré à *L'Humanité clandestine* et la lutte armée, traite d'un sujet inscrit explicitement dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale. Si nous avons limité notre approche à un moment particulier de l'histoire de *L'Humanité* pendant cette période c'est qu'il paraît nécessaire de poursuivre encore les recherches sur *L'Humanité* durant la guerre avant d'avancer des conclusions solides sur son histoire dans cette période même si à son propos beaucoup de littérature historique a été produite.
- 2 L'étude, à l'intersection des recherches sur le mouvement communiste et celles sur la Seconde Guerre mondiale, s'appuie sur des travaux récents<sup>1</sup> sans ignorer les plus anciens<sup>2</sup>. L'édition des numéros de *L'Humanité clandestine* de 1939 à 1944 publiée en 1975 sous la direction de Germaine Willard, préfacée par Jacques Duclos et postfacée par Georges Gogniot, avait mobilisé une équipe de jeunes historiens, dont j'étais<sup>3</sup>. Cette publication qui rassemblait l'essentiel des numéros était accompagnée de commentaires et d'une présentation qui gommaient assez souvent la complexité des informations et des notations que l'on peut lire dans ces fac-similés. Le présent article qui m'a conduit à relire cet ouvrage est une occasion de revisiter ces documents et leur présentation à la lumière des recherches ultérieures mais aussi d'une réflexion critique sur le fonctionnement et l'histoire du mouvement communiste qui n'était pas mienne à l'époque !
- 3 Évoquer le journal *L'Humanité* pendant la Seconde Guerre mondiale appelle deux remarques préliminaires de méthode de caractère général sur le journal lui-même et sa chronologie. *L'Humanité*, dont il est question durant toute la période dite de l'illégalité, est une publication très différente du journal né en 1904. De ce point de vue la situation est incomparable avec celle du journal lors de la Première Guerre mondiale telle qu'Alexandre Courban nous la présente dans son article. Dès l'automne 1939, le journal qui reparait illégalement après son interdiction le 25 août n'a qu'un lointain rapport avec le journal qui existait précédemment et n'anticipe en rien sur ce qu'il redeviendra

après la Libération. Tant du point de vue de sa fabrication que de sa diffusion le journal tient davantage du tract et de la feuille de propagande que d'un quotidien national. En fait ce qui assure la continuité et l'identité du journal c'est son lien avec l'organisation politique, le PCF, dont il continue de porter continûment la mention d'organe central. Les conditions d'élaboration et de fabrication du journal ont évolué au long de la période mais celles-ci, bien évoquées dans l'édition de 1975, ne font plus de place à un comité de rédaction ni même à des journalistes spécialisés. L'écriture du journal est l'affaire de la direction du parti, la plupart du temps représentée par Jacques Duclos qui de retour à Paris reste, à partir de l'été 1940, en liaison avec le centre bruxellois, où se trouve E. Fried, et Moscou d'où Thorez et Marty font parvenir textes et directives par des télégrammes radio<sup>4</sup>. La publication la plus fréquente, la feuille ronéotypée, correspond aux conditions précaires d'une illégalité qui signifie une répression permanente qui conduit à la dispersion des lieux de reprographie. Certains numéros sont cependant imprimés, ils contiennent alors une information plus abondante et permettent la diffusion de textes, discours ou appels des dirigeants français ou soviétiques. La plupart du temps le journal, dont la parution est irrégulière, mais le plus souvent hebdomadaire, est constitué de deux articles complétés de brèves nouvelles. Un seul titre, en général au recto de la feuille, souligne le contenu de l'article principal. Même si le PCF a d'autres publications clandestines destinées à ses cadres, les *Cahiers du communisme*, la *Vie du Parti*, *L'Humanité* est son principal moyen d'expression en direction d'une population avec laquelle les liens sont largement distendus à l'automne 1939 lorsque sa politique le met à contre-courant de la grande masse des anciens adhérents mais qui restent difficiles même lorsque son image se redresse. La dimension propagandiste du journal est essentielle : les textes obéissent directement à des préoccupations de mobilisation –, les informations générales retransmises – forcément avec retard par rapport à la presse légale et à la radio – constituent autant de réponses à la propagande officielle mais ont aussi comme fonction de fournir des éléments qui attestent de l'activité militante et/ou résistante à l'initiative du parti afin de conforter les lecteurs dans leur engagement ou de les encourager à agir. Ainsi le journal comporte plusieurs niveaux possibles de lecture : celui de l'argumentation politique générale du PCF en tant que contre-propagande, celui des consignes d'action pour les cadres et les militants.

- 4 Une deuxième remarque préliminaire concerne le découpage chronologique observé pour penser la période. Si l'illégalité du journal est une constante, les formes de sa clandestinité évoluent ainsi que son rapport à la guerre. Bien sûr le contexte international se transforme mais le positionnement du PCF également. Dans l'édition de 1975 les dirigeants qui la patronnaient présentaient encore les 370 fac-similés comme la preuve que la ligne du parti était restée fondamentalement inchangée de même que la politique soviétique sauf à s'adapter aux modifications de la situation internationale déterminée par l'action des grandes puissances impérialistes. Non seulement la signification internationale du pacte germano-soviétique était réduite à un ajustement tactique et circonstanciel de la politique de l'URSS mais ses conséquences sur la politique du PCF en France étaient ignorées. Jacques Duclos, qui, dans sa préface, évoquait encore le « caractère équivoque » de la guerre en 1939 et 1940, restait silencieux sur les demandes de reparution du journal de juin à août 1940. La présentation historique elle-même escamotait la manière persistante dont le parti avait fustigé toute participation française à la guerre jugée impérialiste et réclamé l'instauration d'une paix immédiate, non seulement à l'automne 1939 mais encore dans

l'été 1940, au lendemain de l'armistice du 22 juin. L'accès aux archives de l'Internationale communiste, à la correspondance par télégrammes entre Paris, Bruxelles et Moscou, mais aussi aux archives de la Préfecture de Police de Paris, ont, depuis deux décennies, permis de renouveler des analyses auxquelles on renverra le lecteur<sup>5</sup>. Ces remarques indiquent qu'on ne peut comprendre ce qui se joue à partir du 22 juin 1941 si l'on fait abstraction de ce qu'ont été les prises de positions du PCF et *L'Humanité* durant les deux années précédentes. Même si l'été 1941 constitue un tournant décisif dans la manière dont le PCF et l'Internationale communiste envisagent la guerre et leur action, les trois années qui suivent sont loin d'être homogènes : la mondialisation de la guerre, l'évolution de la situation politique en France mais aussi les inflexions de la politique communiste introduisent des variations notables dans la manière dont se pose la question de l'action armée en tant que dimension essentielle de la résistance.

- 5 La lutte armée dans la résistance française a fait l'objet de recherches diverses auxquelles nous renvoyons. Rappelons qu'elle a concerné non seulement les communistes mais la plupart des forces résistantes et qu'elle ne se réduit pas à l'engagement militaire des civils mais qu'elle désigne aussi le champ très vaste des formes de l'action armée jusqu'à la fin de la guerre<sup>6</sup>. En somme le problème historique n'est pas seulement celui du début de la lutte armée par les communistes mais aussi celui de son développement ultérieur jusqu'en 1944. Dans la mesure où *L'Humanité* traduit de très près l'évolution des positions du PCF, la lecture attentive du journal est un bon moyen pour repérer ses inflexions en la matière même si l'analyse suppose le recours à d'autres sources pour éclairer des formules souvent lapidaires ou des variations brusques dans les mots d'ordre. Bien qu'il ne soit pas question de présenter ici une étude exhaustive on doit esquisser une périodisation centrée sur l'évolution des positions du PCF et de *L'Humanité* face à la lutte armée.
- 6 On peut distinguer une phase préliminaire – apparemment hors sujet mais indispensable pour l'éclairer : la période où le PCF, face à la guerre mondiale, adopte une position pacifiste durable. Ensuite, après le 22 juin 1941 s'ouvre la période marquée par l'appel à l'action armée contre l'envahisseur allemand. Cette injonction se heurte à des réticences persistantes dans le parti et dans les milieux qu'il influence même lorsque le PCF assume publiquement son implication dans les opérations militaires contre les soldats allemands en France. Dès lors que la lutte armée est admise et revendiquée au printemps 1942, il s'agit de la combiner avec les différentes formes de l'action résistante communiste au moment où la répression se fait plus efficace. A la fin de 1942 la perspective politique de l'action militaire du parti passe au premier plan : comment doit-elle s'articuler avec les projets de débarquement, de libération du territoire par les armées alliées et l'armée de la France libre – insurrection autonome ou participation combinée avec leur intervention ? Il s'agit ensuite, après la création du CNR, de penser la coordination de l'action armée communiste avec celle des différentes forces résistantes. Feuille mobilisatrice mais aussi bulletin de liaison, *L'Humanité* répercute ces préoccupations successives du PCF en étant obligée de tenir compte de l'état d'esprit d'une population influencée par la très active propagande anticomuniste officielle des autorités d'occupation et du régime de Vichy, mais qui garde aussi le souvenir des positions antérieures du parti. Non seulement les implications internationales de la politique du PCF sont clairement affichées, mais les informations et les directives qui viennent de Moscou, comme d'Alger ou de Londres où

se trouvent des délégations du PCF, interviennent aussi dans le jeu complexe de ses prises de position sur la lutte armée.

- 7 Pour comprendre la manière dont *L'Humanité* annonce puis fait le silence sur la lutte armée contre les Allemands dans l'été 1941, il faut donc revenir brièvement sur ce qu'a été le discours du journal précédemment, durant deux ans, à propos de la guerre.
- 8 La position défendue par *L'Humanité* concernant la guerre et l'armée allemande, d'octobre 1939 à juin 1941, a, au risque d'être schématique, été globalement de type pacifiste puisque le journal ne cesse alors de critiquer une guerre impérialiste à laquelle le mouvement ouvrier ne doit pas participer et qui doit laisser la place à une paix fondée sur une nouvelle entente internationale dont le pacte de non-agression germano-soviétique constitue la première phase. Cette politique, exposée dans les premiers numéros de *L'Humanité clandestine* parus à la fin du mois d'octobre 1939, était en totale discordance avec la teneur du journal saisi par la police le 26 août puisqu'il titrait sur « l'union de la nation française contre le danger hitlérien ». Quelques jours plus tard les députés communistes avaient voté les crédits de guerre et exalté l'antifascisme. Le rédacteur en chef de *L'Humanité*, Georges Cogniot, tout en réclamant l'autorisation de faire reparaître le journal, avait apporté, en tant que député, son soutien au gouvernement. « Le groupe communiste votera les crédits dans le même esprit qu'il a applaudi le discours du président du Conseil et en souhaitant l'union de toute la nation, y compris ses forces vives et loyales, ainsi que le rétablissement d'un régime égal pour toute la presse »<sup>7</sup>. A Moscou, André Marty avait vivement relevé ces propos ainsi que ceux de J. Duclos estimant que « la guerre qui est commencée est une guerre impérialiste ayant un caractère révolutionnaire antifasciste ». Cette appréciation, critiquée par E. Fried à Bruxelles, fut bientôt balayée par les modifications radicales des analyses de l'Internationale communiste. Systématisant la politique de Staline, les dirigeants de l'Internationale communiste, transmettent alors aux différents partis communistes des directives qui dénoncent la guerre comme un conflit entre impérialismes que les communistes doivent dénoncer en soutenant la politique soviétique d'opposition à cette guerre<sup>8</sup>. L'antifascisme et la politique de défense démocratique sont désormais récusés. Le premier numéro de *L'Humanité clandestine* paraît le 26 octobre en titrant un long article, « Hier et Aujourd'hui » dans lequel les références au fascisme et à l'hitlérisme continuent de figurer au détour d'une argumentation qui insiste sur la manière dont la guerre a été détournée de ses objectifs antifasciste. La politique de l'URSS est défendue mais encore au nom de ces idéaux : « On dira qu'on nous poursuit, qu'on nous interdit pour avoir approuvé la tactique soviétique et le pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne... Elle (l'URSS) a montré la possibilité d'obliger Hitler même, par une attitude de force et de fermeté, à renoncer à son dessein. Le pacte a brisé l'alliance anti-kominternien, a affaibli le fascisme, a servi la cause démocratique. » Le mot d'ordre « en avant, peuple de France, pour le pain, la paix, la liberté » qui vient conclure l'article serait ridicule, compte tenu de la situation, si par son évocation de la ligne de front populaire il ne signalait, même discrètement, la fidélité à cet héritage. Rapidement cependant la rupture est consommée avec la caractérisation du conflit dénoncé comme « Guerre impérialiste » dans un titre qui barre la première page du premier numéro spécial imprimé, sans doute en Belgique, regroupant une déclaration officielle du parti, ainsi qu'un entretien de M. Thorez et une longue lettre d'A. Marty adressée à L. Blum. Désormais la dénonciation de la guerre impérialiste, dont les principaux instigateurs sont les capitalistes franco-britanniques, devient une constante. Les références à l'Allemagne

sont édulcorées, si l'impérialisme germanique reste évoqué ce n'est plus le cas de l'hitlérisme ou du fascisme : ce dernier qualificatif reste employé pour caractériser la politique française ! Les formulations du journal sont étroitement liées aux remarques critiques et à la rectification politique que les partis communistes européens ont du subir à l'automne 1939 au terme d'un processus maintenant assez bien connu grâce à l'étude des télégrammes, des archives du Comité Exécutif de l'IC mais aussi du journal de Dimitrov. Celui-ci, dans un numéro spécial de *L'Humanité* de novembre 1939, intitulé, « l'Internationale communiste vous parle », signe un article, « la guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes » dans lequel il explique que les nouveaux États agresseurs sont la France et l'Angleterre, « aujourd'hui les impérialistes de l'Angleterre et de la France ont engagé l'offensive : ils ont jeté leurs peuples dans une guerre contre l'Allemagne ». Appelant les PC à rompre avec les politiques de front populaire il invite les partis communistes à épurer leurs rangs de tous « les éléments capitulards » qui hésitent à dénoncer le nouveau partage du monde présenté comme l'enjeu de la guerre et à lutter contre le capitalisme. Il appelle explicitement à rompre avec « l'opportunisme qui glisse vers les positions de "défense nationale", qui soutient la légende sur le caractère antifasciste de la guerre ». En mai 1940, au moment où les troupes anglaises et françaises ont réagi à l'invasion allemande en Norvège, *L'Humanité* dénonce les objectifs du capitalisme anglais. Quelques jours plus tard le 16 mai, le journal titre « Il faut mater les bandits impérialistes », renvoyant dos à dos les deux camps et appelle à lutter contre la bourgeoisie française. Le lendemain, dans un nouveau numéro, *L'Humanité* infléchit l'analyse dans un long article titré « Pour sauver notre pays et notre peuple de la misère et de la mort ». Constatant que la guerre fait rage, le journal, après avoir signalé que seuls les communistes ont lutté contre la guerre, note que les hitlériens et les agents du fascisme international intriguent. En dépit de ces accents antifascistes la seule perspective politique offerte était celle d'un changement de gouvernement qui cesserait « la guerre des riches » et établirait la paix par une entente avec l'URSS<sup>9</sup>. Les numéros suivants, de la fin mai, dénoncent les responsables des échecs militaires, appellent à la formation d'un nouveau gouvernement en évoquant désormais le désastre militaire. Enfin dans la dernière phase, le 14 juin, alors que les troupes allemandes sont aux portes de Paris, le n° 54 de *L'Humanité* retrouve des accents antifascistes pour fustiger le gouvernement dans un éditorial titré « Sauvons-nous nous-mêmes. »<sup>10</sup> Malgré ces inflexions du vocabulaire qui dénotent des fluctuations dans l'analyse sinon des hésitations face aux événements, il reste que la thématique de la paix contre la guerre demeure centrale même dans ces moments dramatiques.

- 9 Après la défaite et l'armistice la question de la réparation légale de *L'Humanité* devient un des thèmes récurrents du journal du mois de juin jusqu'à la fin de l'été. L'horizon de la guerre semble définitivement éloigné. Des contacts sont pris avec les autorités d'occupation pour envisager cette réparation légale. Longtemps ces démarches ont été imputées à des initiatives malheureuses de responsables locaux. C'est encore la thèse défendue dans la présentation de 1975. On sait que la question avait pris une dimension politique dès les lendemains de la guerre lorsqu'en 1947 Daladier s'en était emparé à la tribune de l'Assemblée nationale pour riposter aux critiques communistes. Le sujet reste politiquement sensible durant plusieurs décennies puisque M. Poniatowski y revient encore en 1973 dans une polémique avec Jacques Duclos. A la lumière des archives, la question a été progressivement élucidée de sorte qu'il est désormais établi que cette démarche a non seulement impliqué des dirigeants du parti, Catelas, membre



de la direction resté à Paris après le départ de ses camarades le 12 juin, et Tréand, arrivé à Paris, avec Jacques Duclos et Fried, le responsable de l'Internationale communiste, en provenance de Bruxelles. Le principal dirigeant du parti, Jacques Duclos, a donc approuvé ces démarches qui correspondaient d'ailleurs à des recommandations de l'Internationale. Les contacts avec les autorités d'occupation suscitent très vite des réactions négatives d'une partie des militants et de certains cadres. Au plus haut niveau elles coïncident avec des interrogations et des débats qui agitent les dirigeants de l'Internationale communiste à Moscou, et en particulier les Français, Marty et Thorez, sur la situation française et la conduite à tenir. La désorganisation des liaisons radio entre Paris, Bruxelles et Moscou rendent difficiles les ajustements tactiques. C'est de Moscou, dès la mi-juin, que la réflexion de Thorez impose progressivement une analyse qui met en avant la défense de l'indépendance nationale qu'on retrouve dans différents textes parvenus en France avec retard. Les manœuvres allemandes sont perçues dès le mois de juillet alors même que les contacts avec les Allemands se poursuivent. Il faut attendre le mois de septembre pour que la démarche légaliste du PCF commence à être abandonnée. Cet épisode nous intéresse, dans le cadre de cette étude, dans la mesure où il implique le journal précisément un an avant que soit envisagée la lutte armée et qu'il accrédite dans l'immédiat l'idée que la guerre est finie !

- 10 Le 17 juin 1940, *L'Humanité* met en avant la solidarité internationale en titrant son n° 55, sur toute la largeur de la feuille, en français et en allemand, les mots d'ordre du Manifeste communiste. L'éditorial dénonce l'impérialisme anglais et reste muet sur l'impérialisme allemand. Les numéros suivants conservent ces références internationalistes agrémentées même de brèves informations sur les contacts chaleureux noués avec les soldats allemands. Ainsi, dans le n° 59, du 4 juillet 1940, on pouvait lire qu'« il est particulièrement réconfortant, en ces temps de malheur, de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistro du coin ». Le 13 juillet, un nouvel article se félicite que « les conversations amicales entre travailleurs parisiens et soldats allemands se multiplient ».
- 11 Plus généralement les références à la paix sont multiples dans toute l'argumentation politique du journal. C'est notamment le cas dans les textes qui plaident pour la réparation de *L'Humanité* : « Un journal a le droit de parler, un journal a le droit de dire leur fait aux responsables des malheurs de la France ; ce journal c'est *L'Humanité* qui a défendu la grande cause de liberté et de la Paix, a lutté pour le socialisme contre le capitalisme générateur de misère et de guerre. »<sup>11</sup> Ces propos pacifistes sous-tendent également les articles qui réclament la libération des communistes emprisonnés : « Les députés communistes qui se dressèrent contre la guerre sont en prison. Le peuple doit exiger la libération de ces camarades et de tous les communistes qui ont été emprisonnés pour avoir voulu la paix. »<sup>12</sup> Enfin de nombreux articles dénoncent toute poursuite de la guerre, dans un camp ou dans un autre. Début juillet, c'est dans un article clairement hostile à de Gaulle, « Le peuple veut la paix. Il demande d'énergiques mesures contre tous ceux qui, par ordre de l'Angleterre impérialiste, voudraient entraîner à nouveau les Français dans la guerre. »<sup>13</sup> Quelques mois plus tard *L'Humanité* s'élève contre tout engagement pour défendre l'empire colonial : « Nous voulons que la France reste en dehors du conflit. »<sup>14</sup> Le 20 juin 1941, encore, des remarques similaires sont tenues à propos des affrontements militaires en Syrie avec les troupes de la France Libre. *L'Humanité*, tout en dénonçant « l'oppression nationale » dont la France est la



victime, affirme son opposition totale à tout engagement militaire. « Les traîtres de Vichy font tuer des Français en Syrie pour l'Allemagne, tandis que de Gaulle et Catroux en font tuer d'autres pour l'Angleterre. »<sup>15</sup> La dénonciation de la guerre impérialiste et l'éloge de la paix respectaient les orientations imposées par l'Internationale communiste et Staline dès le mois de septembre 1939. Dans ce domaine, *L'Humanité* ne modifia pas son discours politique malgré l'évolution notable de sa critique contre l'occupant et le régime de Vichy qui s'en faisait le complice.

- 12 Cette rapide évocation des textes pacifistes de *L'Humanité* permet de mesurer, à partir du 22 juin 1941, la nouveauté du discours de combat que le journal tient contre un ennemi national désormais clairement identifié. Si l'appel à l'action militaire est rapidement perceptible il faudra cependant attendre plusieurs mois pour que la lutte armée devienne explicitement revendiquée et concrètement défendue par le journal.
- 13 Dans un premier temps, jusqu'à la fin juillet 1941, le tournant politique pris par le PCF et ses appels à l'action dans et par *L'Humanité* s'articulent bien.
- 14 Au lendemain du 22 juin 1941 le journal publie sans tarder un numéro spécial avec un texte unique titré « Hitler a attaqué l'Union soviétique ». La virulente dénonciation des méthodes de « ce chef de gangsters » qui viole les traités et opprime les peuples d'Europe exprime le soulagement de pouvoir enfin dénoncer à nouveau l'hitlérisme. L'article souligne sans attendre les intérêts solidaires des pays et les peuples dominés ou menacés par l'Allemagne nazie. « Pourquoi n'en profiterions-nous pas ? » lance Jacques Duclos qui note que les soldats allemands vont devoir partir en URSS. Le journal n'appelle pas à la lutte armée mais multiplie les informations et les analyses qui la justifient. Dans un premier temps de nombreux articles évoquent de manière générale la nécessité « de chasser l'envahisseur »<sup>16</sup>. Ils évoquent de manière allusive les différents types d'action qui peuvent gêner la machine de guerre allemande. Le 2 juillet *L'Humanité* suggère le ralentissement de la production de guerre, le détournement des trains de munitions, sans appeler au sabotage<sup>17</sup>. Le numéro suivant, le 17 juillet, évoque la création en URSS de « détachements de partisans à pied et à cheval » qui attaquent « les camps, les dépôts, les convois ». A la fin du même mois est pour la première fois explicité l'appel au sabotage sans que soient revendiqués les premiers déraillements opérés par la résistance communiste en dépit de leur retentissement dans la presse<sup>18</sup>. Le journal cite les phrases de *la Marseillaise*, annonce la publication de la nouvelle de Maupassant, le Père Milon, « l'histoire d'un paysan de chez nous qui, en 1870, la nuit autour de sa ferme, tua seize ulhans »<sup>19</sup>. Pour la première fois, le 15 août, est clairement lancé un appel à la lutte armée, mais c'est en bas de page dans le cadre d'un bref article au verso du journal : « Francs-Tireurs de 1941, debout pour chasser l'ennemi du sol sacré de la Patrie. C'est le moment car nos frères de l'Armée Rouge retiennent en URSS l'essentiel des forces hitlériennes. Aux armes citoyens. »<sup>20</sup> Pourtant rien, ni en ce mois d'août ni les mois suivants, qui concerne directement les premières actions armées contre les soldats allemands. Les colonnes du journal sont en revanche ouvertes d'abondance à la répression, aux condamnations et aux exécutions de communistes. Dès le mois d'août commence la longue liste des « martyrs » qui appellent une vengeance revendiquée avec une ostentation durable. En riposte à l'exécution des jeunes communistes ayant participé aux manifestations du 13 août, *L'Humanité* avertit pour la première fois les généraux allemands « qui ont fait fusiller Thyszelman et Henri Gautherot, mais le sang de ces deux martyrs crie 'Vengeance' et appelle la mort de 20 Allemands ». Alors que les listes

d'otages s'allongent, le journal précise que ce sont des martyrs pour la France et la libération de la patrie. Dans ce n°127, du 4 septembre 1941, rien sur le coup de feu du métro Barbès mais un « salut à Paul Colette » qui avait tiré sur Laval et Déat, « il a exprimé la colère du peuple français contre les agents de la trahison ». De manière également oblique, le journal dénonce le projets des nazis qui « ont décidé de faire dérailler des trains de voyageurs afin de pouvoir en accuser les patriotes. ». Si la barbarie des nazis est régulièrement dénoncée à l'occasion des exécutions d'otages, rien de concret sur les actions militaires alors même que « les luttes pour le pain » sont évoquées à travers des exemples précis. Les attentats de Nantes et de Bordeaux contre des officiers allemands ne sont pas cités alors même que l'exécution des otages de Chateaubriand puis en décembre celles de Gabriel Péri et de Lucien Sampaix font l'objet d'articles qui célèbrent leur courage et leur exemple tout en dénonçant la barbarie nazie et la complicité de Pétain et de Pucheu. Ce n'est qu'au mois de février et mars 1942 que *L'Humanité* publie des textes qui appellent à la constitution de groupes armés et annoncent l'existence de francs-tireurs. L'absence dans *L'Humanité* de revendication directe des premières actions armées contre les soldats allemands pendant plus de six mois soulève des problèmes d'interprétation. On ne peut se contenter d'invoquer l'état d'esprit des militants et la culture politique des communistes : dans ce domaine il y avait beaucoup d'hétérogénéité, selon les générations militantes et les milieux d'origine ensuite <sup>21</sup>. D'autre part le PCF avait pu passer par-dessus les incompréhensions et les réticences de ses adhérents quand il avait adopté les thèses de la guerre impérialiste à l'automne 1939. Il est certain que le retour à la thématique de l'antifascisme, de l'indépendance nationale et de la défense des libertés démocratiques ne signifiait pas une adhésion aux conceptions de la lutte armée et notamment des actions contre les soldats allemands. Dans ce domaine, les seuls communistes français qui avaient vraiment cette expérience étaient ceux qui avaient participé aux Brigades internationales en Espagne et ceux qui dans le Nord avaient le souvenir de la précédente occupation allemande de 1914 à 1918. Les travaux historiques de ces dernières années ont permis de prendre la mesure des tâtonnements de la direction du PCF dans le domaine de l'action armée. En juin 1941, elle réagit très vite aux sollicitations de la direction de l'Internationale communiste au niveau des prises de position et du discours. D'autant plus facilement que le discours patriotique et antifasciste qui revient à l'ordre du jour recoupe une expérience largement partagée par le groupe dirigeant du PCF. La correspondance télégraphique témoigne à la fois des demandes pressantes de Moscou et de la bonne volonté de Duclos qui dans ses missives est souvent enclin à embellir l'ampleur des actions engagées par le PCF, en matière de manifestations ou de sabotages. Concernant la formation « de groupe spéciaux » réclamés par Dimitrov dès le mois de juillet il apporte une réponse positive et indique, fin août, qu'ils sont passés à l'action. Pour autant nous savons par différentes études que la coordination de la lutte armée est médiocre, que la préparation comme l'organisation laissent à désirer <sup>22</sup>. Les groupes, composés de très jeunes militants et de cadres formés en Espagne, doivent souvent improviser. Ils sont largement coupés du reste de l'organisation du parti et leur action n'est ni parfaitement programmée ni très efficace. Enfin, il ne faut pas oublier l'effet conjugué de la propagande des autorités et de leur répression qui changent de nature à l'égard des communistes dès le mois de juillet comme l'attestent les premières exécutions de l'été 41, les discours de Pétain, la constitution d'une Section spéciale, etc. La méfiance du mouvement ouvrier français à l'égard des actes dits individuels est souvent mise en avant pour expliquer les réserves

suscitées par la lutte armée contre les soldats allemands. Cette donnée indéniable, sur laquelle les autorités allemandes jouent en arrêtant Cachin en octobre 1941 afin de lui extorquer une déclaration contre les actes individuels, a été réactivée, comme on l'a vu, par le parti lui-même l'année précédente lorsque *L'Humanité* se félicitait des bons rapports des ouvriers parisiens avec les soldats allemands. Il reste que le facteur essentiel qui suscite réserve sinon désapprobation c'est la disproportion des forces et la capacité des autorités allemande à mettre en place une terreur de masse avec l'exécution d'otages communistes sélectionnés. Les responsables communistes détenus dans les camps et les prisons se réjouissent de la lutte armée menée par l'Armée rouge soviétique mais n'imaginent pas que leur parti ait une responsabilité dans les attentats. *L'Humanité*, le 1er novembre 1941, annonce l'exécution des otages de Chateaubriand, en assimilant la mort de l'officier allemand à un fait divers : « Le 23 octobre au matin l'ignoble général Von Stulpnagel faisait fusiller 50 otages parce qu'un officier allemand, sortant on ne sait d'où à 2 heures du matin, avait été tué à Nantes. » Les autorités allemandes et françaises n'ont d'ailleurs, au départ, aucune preuve tangible de l'implication communiste dans ces actions armées, ce qui ne les empêche pas d'étendre la politique des otages. *L'Humanité*, dans un numéro spécial de février 1942, consacré à l'anniversaire de l'Armée rouge, appelle pour la première fois à soutenir l'action des groupes armés : « Les patriotes doivent porter partout aide et assistance aux groupes de partisans et de francs-tireurs constitués par les plus décidés et les plus courageux d'entre eux en vue du combat de tous les instants à mener contre l'opresseur et ses agents. » Cet appel est bientôt prolongé par l'invite à soutenir cette action « dans une guerre de guérilla contre les boches. »<sup>23</sup> La politique d'exécution des otages et de représailles massives retourne l'opinion publique contre les Allemands tandis que l'image des communistes évolue. *L'Humanité* peut désormais dénoncer la politique de liquidation des dirigeants communistes les plus éminents et les plus connus du monde ouvrier, ainsi Pierre Semard, ancien secrétaire du parti, dirigeant syndical des cheminots : « Les cheminots feront payer cher aux boches et à Pucheu l'assassinat de Pierre Semard, il faut que tout soit saboté, que les trains déraillent, que les voies sautent, que le sang des boches coule, car le sang de Pierre Semard appelle le sang des nazis. »<sup>24</sup>

- 15 Les procès publics conduits en mars et avril 1942 contre les jeunes communistes impliqués dans les actions armées, en dépit de la propagande officielle, attestent du courage et de l'engagement de jeunes militants dont le sacrifice ne fait qu'attiser une haine dont *L'Humanité* rappelle qu'elle doit soutenir une action armée désormais devenue publique<sup>25</sup>.
- 16 La création d'une organisation unifiée et centralisée pour conduire la lutte armée, les FTP, vient parallèlement mettre en cohérence celle-ci avec les autres formes d'action impulsées par le PCF. Celui-ci va ainsi l'associer aux luttes sociales, aux actions contre l'envoi de la main-d'œuvre en Allemagne, aux manifestations de femmes pour le ravitaillement et l'inscrire dans la perspective de la libération nationale par l'insurrection.
- 17 L'évocation de la lutte armée dans les colonnes de *L'Humanité*, durant cette période initiale de la résistance armée, éclaire assez bien les particularités du journal communiste dans la clandestinité : organe de propagande et bulletin de liaison, il traduit tout à la fois la politique du parti mais aussi les difficultés de liaison et de communication dans les conditions de la vie clandestine. Aujourd'hui encore il

constitue une source documentaire d'une richesse exceptionnelle pour mieux comprendre ce qu'a été le contexte de l'action résistante et l'action effective du Parti communiste.

---

## NOTES

1. « Lutte armée et maquis », Actes du colloque de Besançon, F. Marcot (dir), Besançon, 1996, R. Bourderon, Rol-Tanguy, 2004.
2. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Paris, 1980. Azema (dir) & alii, *Le Parti communiste des années sombres*, Paris, 1984.
3. G. Willard (dir.), *L'Humanité clandestine (1939-1944)*, avec la participation de J. Burles, C. Cardon, B. Darivas, V. Michaut, A. Moine, D. Tartakowsky, S. Wolikow, 2 volumes, Éditions Sociales, 1975.
4. Paris, Moscou, Berlin, Les télégrammes.
5. J. Gotovitch, M. Narinsky (dir.), *Le Komintern : l'histoire et les hommes, dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, S. Wolikow, présentation historique, Paris, 2001. B. Bayerlein, M. Narinsky, B. Studer, S. Wolikow, *Télégrammes chiffrés du Komintern (1939-1941)*, Paris, 2003.
6. « Lutte armée et maquis », Actes du colloque international de Besançon, o.c.
7. *Moscou-Paris-Berlin, Télégrammes chiffrés du komintern*, o.c. p. 55.
8. Voir, sur ces différents points, *Moscou, Paris, Berlin, o.c.*, p. 54-57.
9. N° 47, 17 mai 1940.
10. Ce numéro a été publié pour la première fois dans les *Cahiers d'histoire de l'IRM*, n° 42/1990.
11. N° 58, 1<sup>er</sup> juillet 1940.
12. N° 71, 22 août 1940.
13. N° 59, 4 juillet 1940.
14. N° 79, 26 septembre 1940.
15. N° 118, 20 juin 1941.
16. N° 124, 15 août 1941, n° 128, 11 septembre 1941.
17. R. Bourderon, *Le PCF dans la lutte armée*, p. 130, in *Lutte armée et maquis...*
18. N° 122, 29 juillet 1941. Il s'agit du déraillement d'Épinay-sur-Seine effectué dans la nuit du 17 au 18 juillet 1941. R. Linet, 1933-1943, *La traversée de la tourmente*, p. 213-5, Paris, 1990.
19. N° 123, 7 août 1941.
20. N° 124.
21. Sur ce point on peut se reporter à ma contribution, « Les communistes face à la lutte armée », in *Lutte armée et maquis*, oc. p. 29-49.
22. Jean-Marc Berlière, Frank Liaigre, *Le sang des communistes, Les Bataillons de la jeunesse dans la lutte armée, Automne 1941*, Fayard, 2004 ; Roger Bourderon, *Rol-Tanguy*, Tallandier, 2004.
23. N° 152, 9 mars 1942.
24. N° 154, 21 mars 1942.
25. Voir l'émouvant témoignage d'André Rossel-Kirschen, *Le procès de la Maison de la Chimie (7 au 14 avril 1942)*, contribution à l'histoire des débuts de la résistance armée en France, Paris, 2002.

---

## RÉSUMÉS

Devenu une publication illégale, dès l'automne 1939, *L'Humanité* paraît clandestinement de 1939 à 1944. Outil de propagande et de mobilisation, le journal reflète l'évolution des prises de position du PCF sur la guerre, de sa dénonciation radicale à l'exaltation de l'engagement militant dans la lutte armée.

## INDEX

**Index géographique** : France

**Index chronologique** : XXe siècle

**Mots-clés** : clandestinité, guerre, L'Humanité, résistance

## AUTEUR

**SERGE WOLIKOW**

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, Directeur de la Maison des sciences de l'homme de Dijon, UMS CNRS 2739